

« L'eau dans l'histoire des Alpes-Maritimes, enjeux sociétaux, juridiques et politiques »

Colloque international

Nice, les 25 et 26 mars 2027

Appel à Communications / Call for papers

Comité Scientifique

Rémi BARBIER (Université Strasbourg ENGEEES, SAGE) ; Bernard BARRAQUE (CNRS, CIRED) ; Stéphanie BLOT-MACCAGNAN (Université Côte d'Azur, ERMES) ; Gabrielle BOULEAU (INRAE, LISIS) ; Monica CARDILLO (Université de Nantes, CDMO) ; Karine DEHARBE (Université Côte d'Azur, ERMES) ; Stéphane FRIOUX (Université Lyon 2, LARHRA) ; Frédéric GRABER (EHESS-CRH) ; Alice INGOLD (EHESS-CRH) ; Isabelle LA JEUNESSE (Université Côte d'Azur, IMREDD, ESPACE), Corinne LARRUE (Université Paris Est Créteil) ; Grégoire LERAY (Université Côte d'Azur, CERDP) ; Nicolas MARTY (Université de Perpignan) ; Raphaël MORERA (EHESS-CRH) ; Laura MOSCATI (Université Roma 1) ; Marc ORTOLANI (Université Côte d'Azur, ERMES) ; Pascale STEICHEN (Université Côte d'Azur, GREDEG).

Comité d'Organisation (à l'Université Côte d'Azur)

Stéphanie BLOT-MACCAGNAN ; Karine DEHARBE ; Grégoire LERAY ; Marc ORTOLANI ; Anne RAYNAUD

Les Alpes-Maritimes constituent, à plusieurs égards, un territoire particulier. Du point de vue géographique, avec une frange littorale et des sommets dépassant les 3000 mètres d'altitude, elles sont un balcon sur la mer. Du point de vue historique et politique, le département n'existe que depuis 1860, constitué de l'arrondissement de Grasse, enlevé au département du Var, et de l'ancien comté de Nice, jadis sous souveraineté du royaume de Piémont-Sardaigne, et annexé par la France. Du point de vue social et économique, l'essentiel de la population (90% d'un total de 1.130.000 habitants) et des activités se concentre au bord de la Méditerranée, en une unique conurbation densément peuplée (252 hab/ km²), tandis que le moyen et haut pays se vident.

La conjonction de cette géographie et de cette occupation humaine contrastées conduit à une distribution différente de la ressource en eau : L'eau consommée sur le littoral est en grande partie stockée dans la nappe alluviale du Var, mais elle est principalement issue des précipitations et des écoulements en amont, dans les zones de montagne. Cette interdépendance pose, aujourd'hui comme hier, de multiples questions en termes de cohésion du territoire.

Le colloque « **L'eau dans l'histoire des Alpes-Maritimes, enjeux sociétaux, juridiques et politiques** », entend mettre en relief cette réalité à travers **une approche pluridisciplinaire dans l'aire des sciences humaines et sociales**. C'est la raison pour laquelle, en privilégiant une approche historique, ce colloque entend également faire appel à des spécialistes en géographie, sociologie, anthropologie, droit, science politique, urbanisme, architecture.

Le colloque entend également tirer parti du classement (en cours) des archives de la Régie de l'eau et de l'assainissement de la métropole Nice Côte d'Azur, initié en collaboration avec le service des Archives de la Ville de Nice et de la Métropole Nice Côte d'Azur. C'est pourquoi, du point de vue chronologique, **il portera principalement sur les XIX^e et XX^e siècles.**

Des propositions relevant de plusieurs thématiques sont attendues.

La première est relative aux **usages liés à l'eau (ainsi que les acteurs et ouvrages qui y sont dédiés)** : l'approvisionnement (captage, sources, conduites, distribution, réseaux, fontaines, lavoirs...), le stockage (réservoirs), ainsi que la construction des ouvrages nécessaires (architecture, monuments historiques) l'arrosage agricole (canaux d'arrosage, règlements dans les villages...), les rivières et leurs usages (moulins à eau, flottage par eau, transport, barrages, navigation, les règlements d'usage avec les autres professions, bois, pêcheurs, tannage...), l'usage industriel de l'eau (usines de traitement de l'eau, hydroélectricité...), les usages touristiques de l'eau, les usages sanitaires et médicaux (hydrothérapie, bains, eaux thermales ou minérales...). On attend ici une caractérisation de ces usages et leur évolution au cours du temps et une analyse des relations et des éventuelles tensions entre ces usages.

Un second aspect peut être celui des **aléas liés à l'eau** : concernant les eaux de pluie, leur ruissellement, leur évacuation, leur rétention, les épisodes méditerranéens, les inondations, mais inversement aussi les carences en eau et les risques de sécheresse. Il s'agira de donner ici un éclairage historique aux questions posées par le changement climatique et l'un des enjeux sera de mettre en évidence l'éventuelle coexistence ou succession de différentes cultures de l'eau, pouvant éclairer une réflexion contemporaine autour de la sobriété et du captage de l'eau.

Un troisième aspect est celui d'une **approche juridique des usages de l'eau** : quels régimes juridiques du droit de l'eau ont été appliqués sur ce territoire, et quels effets ont pu produire les changements successifs de souveraineté ? Pourront être abordées des questions relatives à la propriété de l'eau (domanialité ; propriété publique), celle des lacs, barrages, édifices d'exploitation, moulins, acquisitions foncières, expropriation et contentieux, relation propriétaires / exploitant / usagers ..., les relations contractuelles entre l'Etat et les compagnies d'exploitation (traités, conventions...), les modes de gestion des services d'eau potable (gestion privée, gestion collective, relations contractuelles exploitant / consommateur, évolution des politiques tarifaires...), les droits d'eau (droits d'usage, d'arrosage...), l'évolution de la réglementation sur la qualité de l'eau (ozonation), le contentieux, les déversements sauvages et les pollutions, les catastrophes causées par les inondations et la sécheresse et leur prise en charge, les sociétés de distribution d'eau potable et leur personnel (ingénieurs, architectes, salariés...).

Un autre aspect, non moins important, est celui des **politiques publiques liées à l'eau** : choix politiques, implication des élus, historique des décisions des grands investissements, l'eau comme enjeu politique et électoral, ou enjeu de mobilisation pour la société civile. Cet aspect permettra aussi d'éclairer le rôle joué par les ingénieurs des corps d'Etat et les autorités publiques locales au service d'une politique centralisée de développement économique et sanitaire de la France.

Les résultats attendus sont un état des lieux plus ajusté des connaissances relatives à l'eau, tant en termes historiques qu'en termes d'actualité. Cet état des lieux s'entend aussi bien au regard de l'évolution de la ressource, de la régulation des usages de l'eau et ses éventuels conflits, de la gestion des interdépendances entre espaces, avec la conscience que de tels résultats peuvent aider à l'orientation des politiques publiques à mettre en œuvre dans la sauvegarde de la ressource-eau.

De manière plus générale, ce colloque s'inscrit aussi dans une démarche destinée à faire progresser les connaissances et évoluer les consciences au regard de la ressource en eau sur plusieurs points :

- A travers les sources historiques, la connaissance des usages de l'eau et de leur encadrement juridique.
- La conscience des solutions proposées dans le passé en réponse aux problèmes posés par l'approvisionnement et les usages de l'eau.
- La conscience que l'eau constitue un lien d'interdépendance et en termes de cohésion territoriale à l'échelle du département.

Bien entendu, **la dimension comparatiste** du colloque est encouragée, et des propositions portant sur d'autres aires géographiques que les Alpes-Maritimes, des zones littorales alimentées par des territoires de montagne et présentant des caractéristiques proches, pourront être acceptées.

En revanche, la question de l'assainissement et du traitement des eaux usées, en raison de son importance, sera exclue du programme de ce colloque, de manière à pouvoir lui consacrer une autre rencontre scientifique spécifique.

Modalités de soumission des propositions :

Les propositions de communications sont à soumettre à : ermes@univ-cotedazur.fr

Elles ne devront pas excéder 3.000 signes (tout compris) et devront comporter une brève présentation de l'auteur et un bref descriptif des sources envisagées. Les propositions seront reçues du 30 mai au 30 juin 2026. Les candidats seront informés de la décision du comité scientifique au plus tard dans le courant du mois de juillet 2026.

Le colloque sera organisé dans le cadre de la Chaire de l'eau de l'IMREDD (Institut méditerranéen du risque de l'environnement et du développement durable) de l'Université Côte d'Azur.

Le colloque se tenant à Nice, les organisateurs prendront en charge l'hébergement, la restauration ainsi que les déplacements. Pour ceux qui ne pourraient pas se déplacer, le colloque est prévu sous forme hybride (en présentiel ou à distance).

Les communications au colloque seront d'une durée de vingt minutes en langue française, italienne ou anglaise. Les actes du colloque seront publiés.

“L'acqua nella storia delle Alpi Marittime: questioni sociali, giuridiche e politiche”

Convegno internazionale

Nizza, 25–26 marzo 2027

Call for papers

Le Alpi Marittime costituiscono, sotto diversi aspetti, un territorio particolare. Dal punto di vista geografico, con una fascia costiera e cime che superano i 3000 metri di altitudine, rappresentano un balcone sul mare. Dal punto di vista storico e politico, il dipartimento esiste solo dal 1860, essendo stato costituito dall'arrondissement di Grasse, sottratto al dipartimento del Var, e dall'antica Contea di Nizza, un tempo sotto la sovranità del Regno di Piemonte-Sardegna e poi annessa alla Francia. Dal punto di vista sociale ed economico, la maggior parte della popolazione (il 90% su un totale di 1.130.000 abitanti) e delle attività si concentra lungo il litorale mediterraneo, in un'unica conurbazione densamente popolata (252 ab./km²), mentre le zone di media e alta montagna si stanno popolando.

La combinazione di questa geografia e di questa occupazione umana contrastata determina una distribuzione differenziata della risorsa idrica: l'acqua consumata lungo la costa è in gran parte immagazzinata nella falda alluvionale del Var, ma proviene principalmente dalle precipitazioni e dai deflussi a monte, nelle aree montane. Questa interdipendenza pone, oggi come in passato, numerose questioni in termini di coesione territoriale.

Il convegno «L'acqua nella storia delle Alpi Marittime: questioni sociali, giuridiche e politiche» intende mettere in evidenza questa realtà attraverso un approccio multidisciplinare nell'ambito delle scienze umane e sociali. Per questo motivo, privilegiando una prospettiva storica, il convegno si propone anche di coinvolgere specialisti di geografia, sociologia, antropologia, diritto, scienza politica, urbanistica e architettura.

Il convegno intende inoltre valorizzare il riordino (attualmente in corso) degli archivi della Régie de l'eau et de l'assainissement della Métropole Nice Côte d'Azur, avviato in collaborazione con il servizio degli Archivi della Città di Nizza e della Métropole Nice Côte d'Azur. Per questo motivo, dal punto di vista cronologico, esso si concentrerà principalmente sui secoli XIX e XX.

Sono attese proposte relative a diverse tematiche.

La prima riguarda gli usi legati all'acqua (nonché gli attori e le infrastrutture ad essi dedicate): l'approvvigionamento (captazione, sorgenti, condotte, distribuzione, reti, fontane, lavatoi...), lo stoccaggio (serbatoi), nonché la costruzione delle opere necessarie (architettura, monumenti storici); l'irrigazione agricola (canali irrigui, regolamenti nei villaggi...); i fiumi e i loro usi (mulini ad acqua, fluitazione del legname, trasporto, dighe, navigazione, regolamenti d'uso con altre professioni come boscaioli, pescatori, conciatori...); l'uso industriale dell'acqua (impianti di trattamento, idroelettrico...); gli usi turistici dell'acqua; gli usi sanitari e medici (idroterapia, bagni, acque termali o minerali...). Si richiede qui una caratterizzazione di tali usi, la loro evoluzione nel tempo e un'analisi delle relazioni e delle eventuali tensioni tra di essi.

Un secondo aspetto riguarda i rischi legati all'acqua: le acque piovane, il loro ruscellamento, drenaggio e ritenzione, gli episodi mediterranei, le inondazioni, ma anche, al contrario, le carenze idriche e i rischi di siccità. Si tratterà di fornire una lettura storica delle questioni poste dal cambiamento climatico, mettendo in evidenza l'eventuale coesistenza o successione di diverse "culture dell'acqua", utili per alimentare una riflessione contemporanea sulla sobrietà e sulla captazione della risorsa.

Un terzo aspetto riguarda l'approccio giuridico agli usi dell'acqua: quali regimi giuridici del diritto delle acque sono stati applicati in questo territorio e quali effetti hanno prodotto i successivi cambiamenti di sovranità? Potranno essere affrontate questioni relative alla proprietà dell'acqua (demanialità; proprietà pubblica), dei laghi, delle dighe, delle strutture di sfruttamento, dei mulini, alle acquisizioni fondiari, espropriazioni e contenziosi, ai rapporti tra proprietari, gestori e utenti; ai rapporti contrattuali tra lo Stato e le società concessionarie (trattati, convenzioni...); ai modelli di gestione dei servizi di acqua potabile (gestione privata, gestione collettiva, rapporti contrattuali gestore/consumatore, evoluzione delle politiche tariffarie...); ai diritti d'acqua (diritti d'uso, irrigazione...); all'evoluzione della normativa sulla qualità dell'acqua (ozonizzazione); al contenzioso; agli scarichi abusivi e all'inquinamento; alle catastrofi causate da inondazioni e

sicci ta e alla loro gestione; nonch  alle societ  di distribuzione dell'acqua potabile e al loro personale (ingegneri, architetti, dipendenti...).

Un altro aspetto, non meno importante, riguarda le politiche pubbliche legate all'acqua: scelte politiche, coinvolgimento degli eletti, storia delle decisioni relative ai grandi investimenti, l'acqua come posta in gioco politica ed elettorale o come fattore di mobilitazione della societ  civile. Questo aspetto consentir  anche di mettere in luce il ruolo svolto dagli ingegneri dei corpi dello Stato e dalle autorit  pubbliche locali al servizio di una politica centralizzata di sviluppo economico e sanitario della Francia.

I risultati attesi consistono in un quadro pi  preciso delle conoscenze relative all'acqua, sia dal punto di vista storico sia da quello attuale. Tale quadro riguarda l'evoluzione della risorsa, la regolazione degli usi e dei possibili conflitti, nonch  la gestione delle interdipendenze tra territori, nella consapevolezza che questi risultati possono contribuire a orientare le politiche pubbliche per la tutela della risorsa idrica.

Pi  in generale, il convegno si inserisce in un percorso volto a far progredire le conoscenze e a sviluppare la consapevolezza riguardo alla risorsa acqua su diversi aspetti:

- Attraverso le fonti storiche, la conoscenza degli usi dell'acqua e del loro inquadramento giuridico.
- La consapevolezza delle soluzioni proposte in passato per rispondere ai problemi legati all'approvvigionamento e agli usi dell'acqua.
- La consapevolezza che l'acqua rappresenta un legame di interdipendenza e un fattore di coesione territoriale su scala dipartimentale.

Naturalmente, la dimensione comparativa del convegno   incoraggiata e potranno essere accettate proposte riguardanti altre aree geografiche, in particolare zone costiere alimentate da territori montani con caratteristiche simili.

Tuttavia, la questione del trattamento delle acque reflue e della depurazione, data la sua importanza, sar  esclusa dal programma del convegno, al fine di dedicarle un evento scientifico specifico.

Modalit  di presentazione delle proposte:

Le proposte di comunicazione devono essere inviate a: ermes@univ-cotedazur.fr

Non dovranno superare i 3.000 caratteri (spazi inclusi) e dovranno comprendere una breve presentazione dell'autore e una sintetica descrizione delle fonti previste. Le proposte saranno accettate dal 30 maggio al 30 giugno 2026. I candidati saranno informati della decisione del comitato scientifico entro il mese di luglio 2026.

Il convegno sar  organizzato nell'ambito della Cattedra dell'acqua dell'IMREDD (Istituto mediterraneo per il rischio ambientale e lo sviluppo sostenibile) dell'Universit  Côte d'Azur.

Poiché il convegno si terrà a Nizza, gli organizzatori copriranno le spese di alloggio, vitto e viaggio. Per coloro che non potranno partecipare in presenza, è prevista una modalità ibrida (in presenza o a distanza).

Le comunicazioni avranno una durata di venti minuti e potranno essere presentate in lingua francese, italiana o inglese. Gli atti del convegno saranno pubblicati.

“Water in the History of the Alpes-Maritimes: Societal, Legal, and Political Issues”
International Conference
Nice, March 25–26, 2027
Call for Papers

The Alpes-Maritimes constitute, in many respects, a distinctive territory. From a geographical point of view, with a coastal strip and peaks rising above 3,000 meters in altitude, they form a balcony overlooking the sea. From a historical and political perspective, the department has existed only since 1860, created from the arrondissement of Grasse, taken from the Var department, and the former County of Nice, once under the sovereignty of the Kingdom of Piedmont-Sardinia and later annexed by France. From a social and economic standpoint, the vast majority of the population (90% of a total of 1,130,000 inhabitants) and activities are concentrated along the Mediterranean coast, forming a single densely populated conurbation (252 inhabitants/km²), while the midlands and highlands are becoming depopulated.

The combination of this contrasting geography and human settlement leads to a differentiated distribution of water resources: the water consumed along the coast is largely stored in the Var alluvial aquifer, but it primarily originates from precipitation and upstream flows in the mountainous areas. This interdependence raises, today as in the past, numerous questions in terms of territorial cohesion. The conference “Water in the History of the Alpes-Maritimes: Societal, Legal and Political Issues” aims to highlight this reality through a multidisciplinary approach within the field of the humanities and social sciences. For this reason, while favoring a historical perspective, the conference also calls upon specialists in geography, sociology, anthropology, law, political science, urban planning, and architecture.

The conference also intends to make use of the ongoing classification of the archives of the Water and Sanitation Authority of the Nice Côte d’Azur Metropolis, initiated in collaboration with the Archives Department of the City of Nice and the Nice Côte d’Azur Metropolis. Consequently, from a chronological standpoint, the conference will mainly focus on the 19th and 20th centuries.

Proposals addressing several thematic areas are expected.

The first concerns water-related uses (as well as the actors and infrastructures associated with them): supply (intakes, springs, pipelines, distribution systems, networks, fountains, washhouses, etc.), storage (reservoirs), and the construction of necessary infrastructures (architecture, historical monuments); agricultural irrigation (irrigation canals, village regulations, etc.); rivers and their uses (water mills, log floating, transport, dams, navigation, usage regulations with other professions such as woodworkers, fishermen, tanning, etc.); industrial

uses of water (treatment plants, hydroelectricity); tourism-related uses; and sanitary and medical uses (hydrotherapy, baths, thermal or mineral waters). Contributions are expected to characterize these uses, trace their evolution over time, and analyze relationships and potential tensions between them.

A second aspect concerns water-related hazards: rainfall, runoff, drainage, retention, Mediterranean storm events, floods, but also, conversely, water shortages and drought risks. The aim is to provide a historical perspective on the issues raised by climate change, highlighting the possible coexistence or succession of different “water cultures,” which may inform contemporary reflections on water conservation and capture.

A third aspect involves a legal approach to water use: what legal regimes governing water have been applied in this territory, and what effects have successive changes in sovereignty produced? Topics may include water ownership (public domain, public property), ownership of lakes, dams, operational structures, mills, land acquisitions, expropriation and litigation, relationships between owners, operators, and users; contractual relations between the State and operating companies (treaties, agreements); management models for drinking water services (private management, collective management, contractual relations between operators and consumers, evolution of pricing policies); water rights (usage rights, irrigation rights); the evolution of water quality regulations (e.g., ozonation); litigation; illegal discharges and pollution; disasters caused by floods and drought and their management; as well as drinking water distribution companies and their personnel (engineers, architects, employees).

Another equally important aspect concerns public policies related to water: political choices, involvement of elected officials, the history of major investment decisions, water as a political and electoral issue, or as a matter of mobilization for civil society. This perspective will also shed light on the role played by state engineers and local public authorities in implementing a centralized policy of France’s economic and sanitary development.

The expected outcomes include a more accurate overview of knowledge related to water, both historically and in contemporary terms. This overview encompasses the evolution of the resource, regulation of water uses and potential conflicts, and management of interdependencies between territories, with the understanding that such findings may help guide public policies aimed at preserving water resources.

More broadly, this conference is part of an effort to advance knowledge and raise awareness regarding water resources on several points:

- Through historical sources, improving knowledge of water uses and their legal frameworks.
- Raising awareness of past solutions to issues related to water supply and usage.
- Highlighting the role of water as a factor of interdependence and territorial cohesion at the departmental scale.

The comparative dimension of the conference is encouraged, and proposals focusing on geographical areas other than the Alpes-Maritimes—particularly coastal regions supplied by mountainous territories with similar characteristics—may be accepted.

However, due to its importance, the issue of wastewater treatment and sanitation will be excluded from the program, in order to dedicate a separate scientific event to it.

Submission guidelines:

Proposals should be sent to: ermes@univ-cotedazur.fr

They must not exceed 3,000 characters (including spaces) and should include a brief presentation of the author and a short description of the intended sources. Proposals will be accepted from May 30 to June 30, 2026. Applicants will be informed of the scientific committee's decision by July 2026.

The conference will be organized within the framework of the Water Chair of IMREDD (Mediterranean Institute for Environmental Risk and Sustainable Development) at Université Côte d'Azur.

As the conference will take place in Nice, organizers will cover accommodation, meals, and travel expenses. For those unable to attend in person, the conference will be held in a hybrid format (on-site or remote participation).

Conference presentations will last twenty minutes and may be delivered in French, Italian, or English. The conference proceedings will be published.